

Ford Blanquefort: Poutou laisse éclater sa colère face à "l'impuissance" de l'État

L'État ne peut pas, en droit, demander à Ford, dont l'usine de Blanquefort va fermer, de rembourser les aides perçues. Philippe Poutou laisse éclater sa colère et dénonce l'impuissance de l'Etat.

L'Etat ne pourra pas, comme le réclame Philippe Poutou, délégué CGT de Ford Blanquefort, récupérer les 15 millions d'euros d'aides qui ont été versés au constructeur automobile. Ce mardi matin, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, a rappelé que ces aides "étaient liés à des engagements sur l'emploi que Ford a tenus". L'État ne peut donc pas, en droit, récupérer ces montants.

Philippe Poutou a laissé éclater sa colère. "C'est un peu dingue qu'une usine qui fait autant de bénéfices et qui encaisse autant d'argent public puisse aussi tranquillement fermer sans avoir de compte à rendre à la collectivité", a réagi l'ancien candidat à l'élection présidentielle. Il ajoute qu'il est surpris par l'impuissance des services de l'Etat dans cette situation. "On voit bien qu'ils ont tenté des choses et qu'ils n'ont pas été inactifs, mais ce qui est terrible, c'est cette impuissance".

800 salariés

"Je comprends la colère de M. Poutou", a déclaré Benjamin Griveaux en rappelant que ces "engagements ont été pris alors que nous n'étions pas au gouvernement, ils ont été pris depuis de nombreuses années". Le porte-parole du gouvernement précise néanmoins que le gouvernement compte faire payer Ford "pour les salariés, pour la dépollution du site, et pour la réindustrialisation du bassin".

Interrogé pour savoir si le gouvernement pourrait envisager une nationalisation du site, Benjamin Griveaux dit ne pas croire "que la nationalisation soit la réponse à ce type de situation (...) Le meilleur service à rendre est plutôt qu'on cherche à diversifier l'activité industrielle".

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a regretté lundi que Ford ait rejeté la dernière offre de reprise du site de Blanquefort, fustigeant l'attitude "indigne" du constructeur américain et entérinant la fermeture de l'usine qui compte 800 salariés.